

Source	<i>Lectures</i>
Date	26 février 2013
Signé par	Yohan Favreau

Les enjeux liés au poids de l'État-providence font l'actualité depuis de nombreuses années. On écrit beaucoup sur la crise dont il serait victime. Certains sont plutôt ravis, les mêmes qui militent pour un État le plus faiblement interventionniste possible, et dont le rôle devrait rester cantonné aux fonctions régaliennes. D'autres déplorent la réduction du périmètre d'intervention de ce même État providence, garant de la « stabilité et de la prospérité de nos sociétés ».

Les auteurs proposent de remédier à une dérive fréquente concernant la performance de l'État-providence. En effet, partisans comme détracteurs argumentent bien plus souvent en se contentant de rester dans une posture purement idéologique qu'en se fondant sur des arguments chiffrés et objectifs.

L'un des principaux intérêts de cet opuscule est donc de fournir des indicateurs synthétiques qui permettent de mesurer la performance de l'État-providence, le tout à l'échelle européenne. En prenant comme référentiel cinq objectifs fondamentaux – que sont la réduction des inégalités, la lutte contre la pauvreté, la réduction du chômage, la qualité de la santé et la qualité de l'éducation – et en agrégeant les résultats, les auteurs répondent à trois objectifs ambitieux. Tout d'abord, ils comparent les pays européens entre eux et déterminent ainsi si les classements couramment admis sont confirmés, entre pays nordiques plus performants, et pays périphériques nouvellement intégrés moins efficaces. Ils testent ensuite la réalité d'un éventuel dumping social entre les différents acteurs. Puis ils comparent la qualité de l'inclusion sociale des douze pays ayant rejoint l'Union européenne ces dernières années.

Après avoir admis comme définition que l'État providence se « repère aux interventions étatiques visant à assurer un certain niveau de sécurité et de bien-être à l'ensemble de la population », les auteurs tentent de répondre à ces différents enjeux en sept chapitres.

Afin de garantir la plus grande impartialité et de prendre comme base de calculs les mêmes référentiels, les auteurs ont choisi les chiffres de la base de données Eurostat sur la protection sociale publiés en 2012. S'agissant de vérifier la performance de l'État-providence, cinq indicateurs ont été retenus par les auteurs : pauvreté, inégalité, chômage, santé et éducation. Il en ressort que les meilleures performances sont réalisées par cinq pays différents. Par exemple pour le chômage, l'Autriche est le pays obtenant le meilleur résultat tandis que l'Espagne est leader concernant la santé. La France, pour sa part, se situe au-dessus de la moyenne dans chaque catégorie sans être toutefois très brillante.

Les auteurs défendent une approche comportant deux idées-forces. La première est que « la performance d'un État-providence doit être jugée sur la base de ses résultats et non pas des moyens qu'il met en œuvre pour obtenir ces résultats. ». La seconde est que l'efficacité de ces États-providence ne peut être mesurée aux seules dépenses sociales mises en œuvre. En effet, les auteurs mettent en avant le fait que d'autres critères sociétaux tels que la place de la famille, la culture et les habitudes alimentaires sont tout autant de facteurs impactant directement le bien-être et la sécurité des citoyens.

Concernant la structure des dépenses, la santé et les retraites représentent la part la plus importante des dépenses sociales. Les trois pays les plus dépensiers sont le Danemark, la France et la Suède, légèrement au-dessus de la moyenne de 28,4 % du PIB dans l'UE 27. L'évolution des dépenses, quant à elle, est réelle, mais contenue. Elle passe de 27,6 % en 1995 à 30,3 % en 2009 pour l'UE15. Les auteurs mettent en lumière également un phénomène de rattrapage concernant un pays comme le Portugal qui voit ses dépenses augmenter plus vite que la moyenne.

Pour comparer les pays entre eux de manière plus aisée, les auteurs font appel à deux types d'indices synthétique. Le premier est une somme non pondérée des cinq indices partiels. Il s'agit de la méthode utilisée par les Nations Unies pour calculer l'indice de développement humain. La seconde est « la technique utilisée dans les travaux sur les frontières des meilleures pratiques ». Il apparaît que le recours à l'une ou l'autre des méthodes engendre un résultat sensiblement similaire. Les meilleurs résultats sont obtenus par les pays nordiques et les moins bons sont le fait du Portugal et de la Grèce.

Lorsque l'on traite de l'État-providence, la crainte principale est celle d'une concurrence fiscale qui conduirait à une baisse des recettes et donc à une moindre capacité de redistribution avec à terme la disparition même de ces politiques. Les auteurs, en s'appuyant sur leurs indicateurs, mettent en lumière que les performances des États-providence sont en constante amélioration pour une grande part. À nuancer néanmoins, car les chiffres disponibles ne sont disponibles que jusqu'en 2010. De plus, la pauvreté a relativement augmenté lors des quinze dernières années.

L'élargissement de l'Europe à quinze nouveaux membres n'a pas entraîné de baisse de la qualité de la protection sociale européenne, contrairement à ce que certains auteurs hostiles à l'entrée de nouveaux pays laissaient craindre. Des pays comme l'Estonie ou la Tchéquie sont d'ailleurs au niveau des pays nordiques.

Concernant la performance, les auteurs mettent en avant la difficulté à l'expliquer à un niveau agrégé. En effet, de nombreux facteurs endogènes et exogènes peuvent expliquer les résultats obtenus par un pays et pas seulement le niveau de dépenses sociales.

En conclusion, il s'agit d'un ouvrage synthétique et accessible qui permet de prendre du recul par rapport à une éventuelle crise de l'État-providence, le tout dans une comparaison à l'échelle européenne. Les auteurs réussissent en effet le tour de force de donner des éléments de réflexions objectifs et argumentés en quelques dizaines de pages, en fournissant des clés de lecture chiffrées laissant peu de place à l'idéologie dont est malheureusement polluée la majorité des débats sur ces sujets.

Un livre à mettre entre toutes les mains, qu'ils soient fervents défenseurs ou vigoureux détracteurs de l'État-providence, car il permet de dépassionner un sujet économique majeur et de recentrer les débats sur des critères objectifs. Cependant, il est à regretter que le format de l'ouvrage, qui correspond aux habitudes éditoriales du CEPREMAP, ne permet pas une analyse exhaustive et ne fait qu'appeler à d'autres lectures pour approfondir ces premières analyses.